

Académies de Rouen et de Caen : la fusion contestée

Marc BRAUN,

|

Publié 24/06/2018 17:11

|

Mise à jour 24/06/2018 22:28

« À cette date, les deux ministères n'ont fait aucune annonce concernant les projets de réorganisation territoriale », dénonce François Ferrette pour la FSU Normandie. À l'origine, une annonce devait être faite début juin, puis mi juin. Et là, toujours rien ! »

Du coup, le syndicat active de plus belle sa pétition contre la fusion des académies normandes, même si aucun mouvement ou grève n'est envisagé avant la rentrée de septembre.

En ce qui concerne les académies de **Caen** et **Rouen**, la fusion est préconisée dès 2020. *« Le rôle du Ministère se limiterait à la ventilation des moyens aux académies des grandes régions. Le Recteur unique aurait toutes les compétences : gestion des personnels, budgets, carte scolaire, carte des formations... Il aurait par ailleurs une grande latitude dans la définition de la politique éducative régionale, dénonce François Ferrette. Les conséquences en termes de fermetures d'écoles, de collèges, de lycées et lycées professionnels pourraient être dramatiques ».*

Le rapport préconise également de réexaminer la carte des circonscriptions du 1^{er} degré, d'expérimenter de nouvelles formes d'organisation territoriale et d'aborder la question du statut des écoles et de leurs directions. *« La logique, celle de l'autonomie des établissements ou de regroupement d'établissements, signe la fin des principes d'indépendance et d'égalité de moyens et d'accès pour les usagers à l'éducation ou l'enseignement sur le territoire, considère la FSU. Dans l'enseignement supérieur et la recherche, la région Normandie, soutenue par les représentants de l'État (recteur et préfète), exerce un chantage aux moyens financiers sur les présidents des 3 universités normandes, renchérit le syndicaliste. Dans le cadre de leur « autonomie », elles ne sont pas obligées de céder à cette pression, sauf que face au désengagement de l'État qui exerce la tutelle sur les universités, elles se retrouvent privées, de fait, de la possibilité de choisir librement leur mode d'organisation ».*

« Doute, hésitation, régression »... La FSU n'a pas de mots assez dur contre le projet de fusion, craint « un assèchement du service public... Des endroits vont devenir des zones désertifiées, on va fermer des écoles, des collèges. Ce phénomène vise à la concentration sur les grands pôles urbains des services administratifs, pas seulement liés à l'Éducation ».